



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.346/4
du 16 mai 2018

advies 63.346/4
van 16 mei 2018

sur

over

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relative à
la création d'une banque de
données dénommée
Observatoire de l'Emploi
Public Régional'

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest 'tot
oprichting van een
gegevensbank genaamd het
Observatorium van de
Gewestelijke Publieke
Werkgelegenheid'

Le 18 avril 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance 'relative à la création d'une banque de données dénommée Observatoire de l'Emploi Public Régional'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 16 mai 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 mai 2018.

*

Op 18 april 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'tot oprichting van een gegevensbank genaamd het Observatorium van de Gewestelijke Publieke Werkgelegenheid'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 16 mei 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 mei 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En vertu de l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « chaque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de handistreaming ».

Le dossier communiqué à la section de législation ne fait pas mention de l'exécution de cette formalité.

2. Conformément à l'article 6, §§ 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale rend un avis sur les avant-projets d'ordonnance dans les matières relevant de la compétence de la Région et ayant une incidence sur sa vie économique et sociale.

Le dossier communiqué à la section de législation ne fait pas mention de l'exécution de cette formalité.

3. L'attention de l'auteur est attirée sur le fait qu'à partir du 25 mai 2018, date à laquelle le règlement général sur la protection des données ¹ sera d'application, il sera tenu de demander l'avis de l'autorité de contrôle « responsable pour le contrôle de l'application du règlement général sur la protection des données » ²⁻³.

4. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller au correct accomplissement de ces formalités.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

² Voir les articles 36, paragraphe 4, et 57, paragraphe 1, ainsi que le considérant 96 du règlement général sur la protection des données.

³ À dater du 25 mai 2018, l'Autorité de protection des données succèdera à la Commission de la protection de la vie privée (voir la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données').

OBSERVATION GÉNÉRALE

Comme le relève l'exposé des motifs, l'avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'relative à la création d'une banque de données dénommée Observatoire de l'Emploi Public Régional' fut d'abord rédigé sous la forme d'un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, qui a fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 59.642/4 donné le 11 janvier 2017.

L'adoption de ce projet sous la forme d'une ordonnance prend en compte l'observation formulée dans cet avis. Il convient toutefois d'adapter l'avant-projet à sa nature législative ⁴.

Comme la section de législation l'a rappelé à diverses reprises,

« 2. Conformément au principe de la séparation des pouvoirs et aux articles 8 et 20 la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ⁵, il appartient au Gouvernement de régler son organisation et son fonctionnement, ainsi que l'organisation et le fonctionnement de ses services administratifs. En tant que supérieur hiérarchique, chaque ministre peut en outre confier des missions ou donner des directives au personnel de ses propres services.

Par conséquent, le législateur doit s'abstenir d'attribuer directement des missions à un ministre ou à un secrétaire d'État, à un service ou à un agent spécifique de l'administration. Il doit également s'abstenir de créer ou de régler les services de l'administration, ainsi que de créer ou régler des commissions, conseils, comités ou observatoires rattachés au pouvoir exécutif et dont la consultation n'est pas obligatoire, dont les avis ne sont pas susceptibles de lier l'autorité ou qui ne disposent pas du pouvoir d'imposer des obligations à des tiers.

L'intervention du législateur est cependant admise dans les matières que la Constitution lui réserve expressément ⁶ ou en cas de circonstances exceptionnelles. Dans cette dernière hypothèse, il convient que celles-ci figurent dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de texte législatif ⁷. Il est également admis que l'organe législatif peut édicter certaines règles lorsque la matière 'relève de la sphère de compétence naturelle du législateur', ce qui est notamment le cas lorsque le dispositif concerne la mise en œuvre de droits fondamentaux ⁸ » ⁹.

⁴ Outre la correction de coquilles révélatrices telle que « le présent arrêté » figurant à l'article 2, § 1^{er}.

⁵ *Note de bas de page n°1 de l'avis cité* : Ces dispositions sont applicables à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu des articles 8 et 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

⁶ *Note de bas de page n°2 de l'avis cité* : Dans l'avis 37.904/4, donné le 22 décembre 2004 sur une proposition de loi 'visant à créer un SPF Migrations, à supprimer l'Office des étrangers et à transférer les missions de politique des étrangers et d'asile du SPF Intérieur au SPF Migrations' (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, n° 1456/2), la section de législation du Conseil d'État mentionne la création, au sein de l'administration générale, de la Commission permanente de recours des réfugiés, par la loi du 14 juillet 1987 'apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'. Cette Commission de recours est en effet une juridiction administrative au sens de l'article 161 de la Constitution.

⁷ *Note de bas de page n°3 de l'avis cité* : Voir l'avis 32.455/1/2/3/4, donné les 30 et 31 octobre 2001 sur un avant-projet devenu la loi-programme du 30 décembre 2001 (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-02, n° 1503/001, p. 154).

⁸ *Note de bas de page n°4 de l'avis cité* : Voir l'avis 26.661/3, donné le 7 août 1997 sur un avant-projet de décret de l'Autorité flamande 'houdende instelling van de Vlaamse Ombudsdienst' (*Doc. parl.*, Parl. fl., 1996-1997, n° 720/1),

Il ne convient dès lors pas d'attribuer une tâche à un Ministre mais de charger le Gouvernement de l'exécution de l'ordonnance, à charge pour celui-ci d'éventuellement la déléguer. Les articles 2, § 2, 4, § 2, alinéa 1^{er}, et 6, alinéa 1^{er}, seront revus en ce sens.

Il ne s'agit pas davantage de charger un service du Gouvernement de l'exécution de l'ordonnance. Bruxelles Fonction publique a été créé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 'portant création de Bruxelles Fonction publique'. Il s'agit d'un service du Gouvernement, institué sur le fondement de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980. Les articles 3, alinéas 3 et 5, 4, § 2, alinéa 2, et § 4, et 5, seront dès lors revus en conséquence.

Pour la même raison, à l'article 2, § 1^{er}, les 1^o et 4^o, en ce qu'ils visent des services gouvernementaux ou des services créés par celui-ci, seront revus.

Il ne revient pas davantage à l'ordonnance d'abroger un arrêté du Gouvernement adopté sur la base de l'article 40 la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', qui rend applicable à celles-ci l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980. L'article 7, alinéa 1^{er}, sera omis et son alinéa 2 sera revu en conséquence.

Par ailleurs, comme la section de législation le rappelle dans son *Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, les ordonnances sont dépourvues de préambule. Celui-ci sera dès lors omis de l'arrêté de présentation ¹⁰.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

Dans la version française de l'alinéa 4, les mots « l'identification directe ou indirecte de tout ou partie des caractéristiques des individus concernés » seront remplacés à l'instar de la version néerlandaise par les mots « l'identification des individus concernés de manière directe ou indirecte, totale ou partielle ».

La même observation vaut pour l'article 6, alinéa 4.

l'avis 39.682/1, donné le 31 janvier 2006 sur une proposition d'ordonnance 'portant la participation proportionnelle sur le marché de l'emploi', (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2004-2005, n° A-138/2) et l'avis 50.313/2, donné le 10 octobre 2011 sur un avant-projet devenu le décret du 19 mars 2012 'visant à lutter contre certaines formes de discrimination' (*Doc. parl.*, Comm. Parl. germ., 2010-2011, n° 98/1, pp. 42-56).

⁹ Avis n° 59.473/1 donné le 16 juin 2016 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-385/1, pp. 11-13.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 18.

Article 4

Au paragraphe 1^{er}, 4^o, 3/°) [lire c)], il convient d'éviter, dans un dispositif législatif, de renvoyer à des arrêtés déterminés fixant des règles qu'il appartient au Gouvernement d'adopter, et ce de manière à prévenir toute difficulté dans l'hypothèse où ces arrêtés feraient l'objet de modifications rendant ces renvois incohérents.

Tel est précisément le cas en l'espèce. En effet, l'arrêté du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale' a été abrogé par l'article 497 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' et l'arrêté du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' a été abrogé par l'article 491 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

Les mots « telle que définie aux articles 161 et 162 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale et 158 et 159 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale » doivent en conséquence être omis et le commentaire de l'article éventuellement complété afin de mentionner à quels dispositifs actuellement en vigueur la disposition à l'examen fait référence.

Article 8

La disposition sera complétée.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Krachtens artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[evalueert e]lke minister en staatssecretaris (...) elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van handistreaming.”

In het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, wordt evenwel niet vermeld dat dit vormvereiste vervuld zou zijn.

2. Overeenkomstig artikel 6, §§ 1 en 2, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ brengt de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest advies uit over de voorontwerpen van ordonnantie met betrekking tot aangelegenheden die onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen en een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven.

In het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, wordt evenwel niet vermeld dat dit vormvereiste vervuld zou zijn.

3. De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat hij vanaf 25 mei 2018, de datum waarop de algemene verordening gegevensbescherming toepasselijk wordt,¹ ertoe gehouden zal zijn het advies in te winnen van de toezichthoudende autoriteit die “verantwoordelijk is voor het toezicht op de toepassing van de algemene verordening gegevensbescherming”²⁻³.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

¹ Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

² Zie de artikelen 36, lid 4, en 57, lid 1, en overweging 96 van de algemene verordening gegevensbescherming.

³ Met ingang van 25 mei 2018 wordt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opgevolgd door de Gegevensbeschermingsautoriteit (zie de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’).

4. De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat deze vormvereisten naar behoren vervuld worden.

ALGEMENE OPMERKING

Zoals in de memorie van toelichting opgemerkt wordt, is het voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'tot oprichting van een gegevensbank genaamd het Observatorium van de Gewestelijke Publieke Werkgelegenheid' oorspronkelijk opgesteld in de vorm van een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, waarover de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 11 januari 2017 advies nr. 59.642/4 uitgebracht heeft.

Doordat dit ontwerp in de vorm van een ordonnantie aangenomen wordt, wordt rekening gehouden met de opmerking die in dat advies gemaakt is. Het voorontwerp dient evenwel aangepast te worden aan het feit dat het thans een voorontwerp van ordonnantie is.⁴

De afdeling Wetgeving heeft reeds herhaaldelijk op het volgende gewezen:

"2. Overeenkomstig het beginsel van de scheiding der machten, en de artikelen 8 en 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'⁵ staat het aan de Regering om haar organisatie en werking, alsook de organisatie en de werking van haar administratieve diensten te regelen. Als hiërarchisch meerdere is iedere minister bovendien bevoegd om opdrachten of richtlijnen te geven aan het personeel van zijn eigen diensten.

Bijgevolg moet de wetgever zich ervan onthouden rechtstreeks opdrachten te geven aan een minister of staatssecretaris, aan een dienst of aan een welbepaalde ambtenaar van de administratie. Hij mag ook geen administratieve diensten oprichten of regelen, evenmin als commissies, raden, comités of informatiediensten die aan de uitvoerende macht verbonden zijn en waarvan de raadpleging niet verplicht is, waarvan de adviezen de overheid niet kunnen binden of die niet bevoegd zijn om aan derden verplichtingen op te leggen.

De wetgever kan echter wel optreden in aangelegenheden die de Grondwet hem uitdrukkelijk voorbehoudt⁶ of in uitzonderlijke omstandigheden. In dat laatste geval moeten die uitzonderlijke omstandigheden in de memorie van toelichting van het

⁴ Terwijl ook veelzeggende verschrijvingen, zoals "Dit besluit" in artikel 2, § 1, gecorrigeerd moeten worden.

⁵ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Deze bepalingen zijn van toepassing op het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest op grond van de artikelen 8 en 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen'.

⁶ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: In advies 37.904/4, op 22 december 2004 gegeven over een voorstel van wet 'tot oprichting van een FOD Migratie, tot afschaffing van de Dienst Vreemdelingenzaken en tot overheveling van de taken inzake het vreemdelingen- en het asielbeleid van de FOD Binnenlandse Zaken naar de FOD Migratie' (*Parl.St.* Kamer 2004-2005, nr. 1456/2), vermeldt de afdeling Wetgeving van de Raad van State de oprichting, binnen het algemeen bestuur, van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen, bij de wet van 14 juli 1987 'waarbij, voor wat bepaaldelijk de vluchtelingen betreft, wijzigingen worden aangebracht in de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'. Die beroepscommissie is namelijk een administratief rechtscollege in de zin van artikel 161 van de Grondwet.

voorontwerp van wettekst worden toegelicht.⁷ Het wetgevend orgaan kan ook bepaalde regels uitvaardigen in een aangelegenheid die ‘tot de natuurlijke bevoegdheidssfeer van de wetgever’ behoort, wat het geval is wanneer een regeling gericht is op de verwezenlijking van grondrechten.^{8,9}

In plaats van aan een minister een taak op te dragen dient de Regering dan ook belast te worden met het uitvoeren van de ordonnantie, met dien verstande dat de regering over de mogelijkheid beschikt om de uitvoering ervan te delegeren. De artikelen 2, § 2, 4, § 2, eerste lid, en 6, eerste lid, moeten in die zin herzien worden.

Het kan evenmin de bedoeling zijn een dienst van de Regering te belasten met de uitvoering van de ordonnantie. Brussel Openbaar Ambt is opgericht bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 ‘houdende oprichting van Brussel Openbaar Ambt’. Dat is een dienst van de Regering, die opgericht is op basis van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Artikel 3, derde en vijfde lid, artikel 4, § 2, tweede lid, en § 4, alsook artikel 5, moeten dienovereenkomstig herzien worden.

Om dezelfde reden dient artikel 2, § 1, 1° en 4°, herzien te worden voor zover daarin verwezen wordt naar diensten van de Regering of diensten die door de Regering opgericht zijn.

Evenmin mag de ordonnantie strekken tot de opheffing van een besluit van de Regering dat vastgesteld is op grond van artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, waarbij artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op die diensten van toepassing verklaard wordt. Artikel 7, eerste lid, dient te vervallen en het tweede lid van dat artikel moet dienovereenkomstig herzien worden.

Zoals de afdeling Wetgeving in haar *Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten* opmerkt, hebben ordonnanties overigens geen aanhef. De aanhef moet dan ook uit het indieningsbesluit weggelaten te worden.¹⁰

⁷ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie advies 32.455/1/2/3/4, op 30 en 31 oktober 2001 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet van 30 december 2001 (*Parl.St.* Kamer 2001-2002, nr. 1503/001, blz. 154).

⁸ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie advies 26.661/3, op 7 augustus 1997 gegeven over een voorontwerp van decreet van de Vlaamse overheid ‘houdende instelling van de Vlaamse Ombudsdienst’ (*Parl.St.* VI.Parl. 1996-1997, nr. 720/1), advies 39.682/1, op 31 januari 2006 gegeven over een voorstel van ordonnantie ‘houdende de evenredige participatie op de arbeidsmarkt’ (*Parl.St.* Br.Parl. 2004-2005, nr. A-138/2) en advies 50.313/2, op 10 oktober 2011 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 19 maart 2012 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ (*Parl.St.* D.Gem.R. 2010-2011, nr. 98/1, blz. 42-56).

⁹ Advies nr. 59.473/1, dat op 16 juni 2016 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, *Parl.St.* Br.Parl. 2015-16, nr. A-385/1, 11-13.

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 18.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

In de Franse tekst van het vierde lid, moeten de woorden “l’identification directe ou indirecte de tout ou partie des caractéristiques des individus concernés”, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst, vervangen worden door de woorden “l’identification des individus concernés de manière directe ou indirecte, totale ou partielle”.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 6, vierde lid.

Artikel 4

Wat paragraaf 1, 4°, 3/°) [lees c)], betreft, dient in een wetgevende tekst vermeden te worden te verwijzen naar bepaalde besluiten waarin regels vastgesteld worden die door de Regering aangenomen moeten worden, teneinde elke moeilijkheid te voorkomen ingeval die besluiten naderhand gewijzigd zouden worden en die verwijzingen daardoor niet meer zouden kloppen.

Dat is *in casu* precies het geval. Het besluit van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ is immers opgeheven bij artikel 497 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ en het besluit van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ is opgeheven bij artikel 491 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

De woorden “zoals gedefinieerd in de artikelen 160 en 161 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikelen 158 en 159 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest” dienen bijgevolg te vervallen en de bespreking van artikel 4 dient eventueel aldus aangevuld te worden dat vermeld wordt naar welke thans geldende regelingen in de voorliggende bepaling verwezen wordt.

Artikel 8

Deze bepaling dient aangevuld te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET